



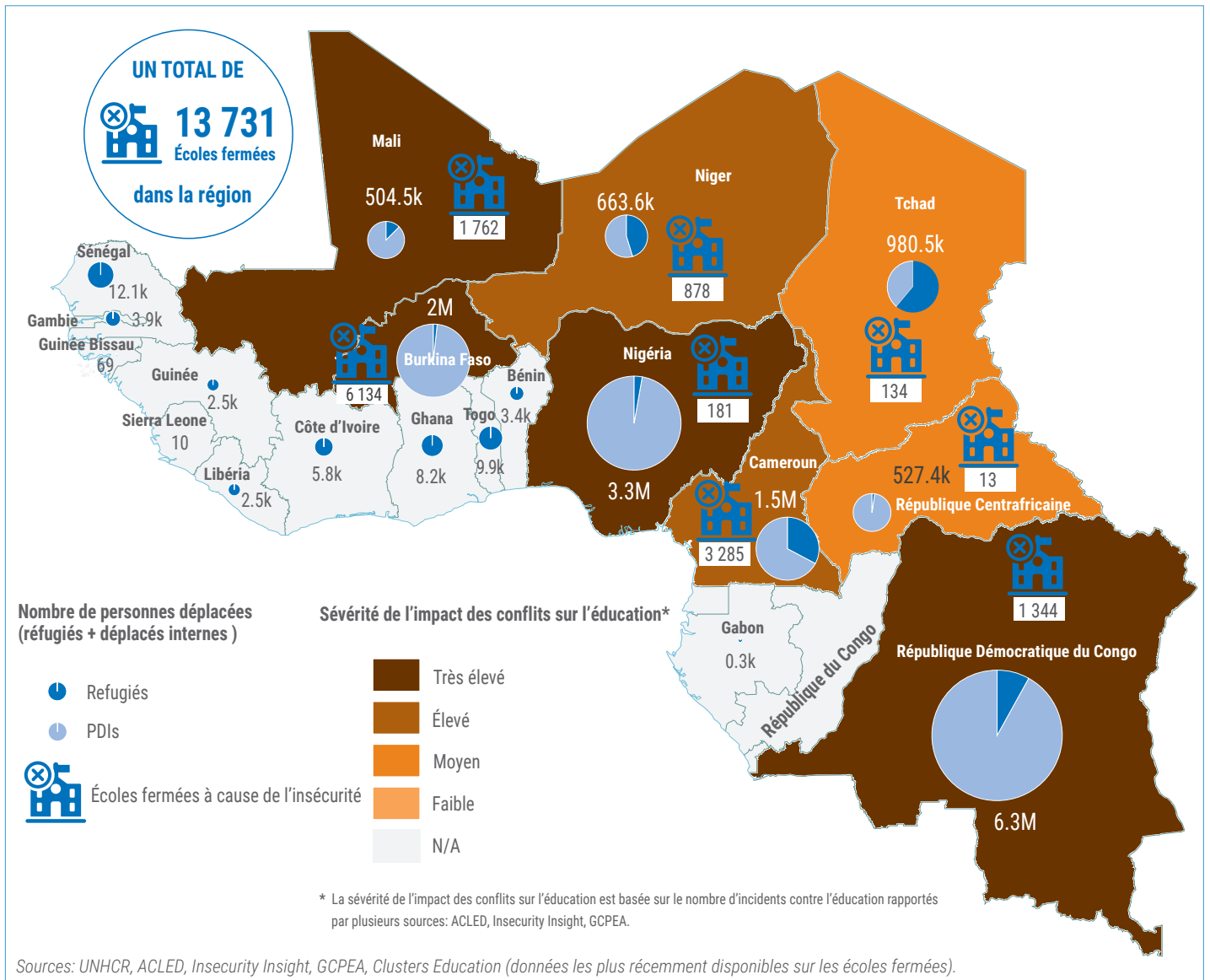
Mars 2023



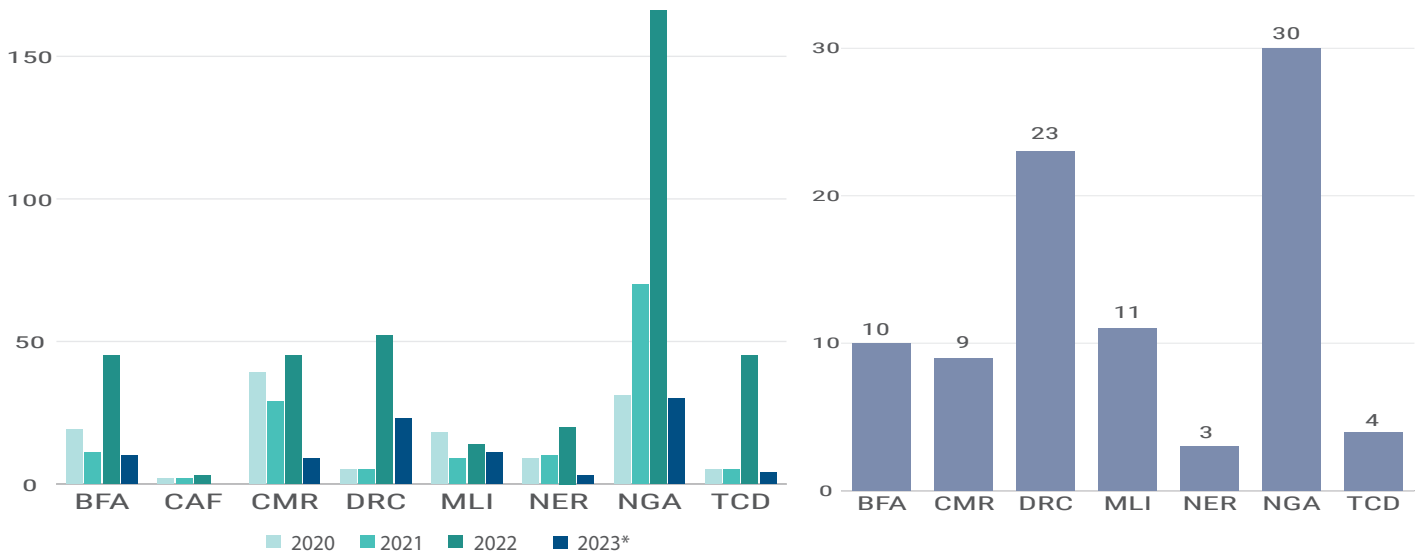
©NRC/Tom Peyre-Costa

**FERMETURES D'ÉCOLES SANS PRÉCÉDENT
EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE :
UN AVENIR COMPROMIS POUR
DES MILLIONS D'ENFANTS**

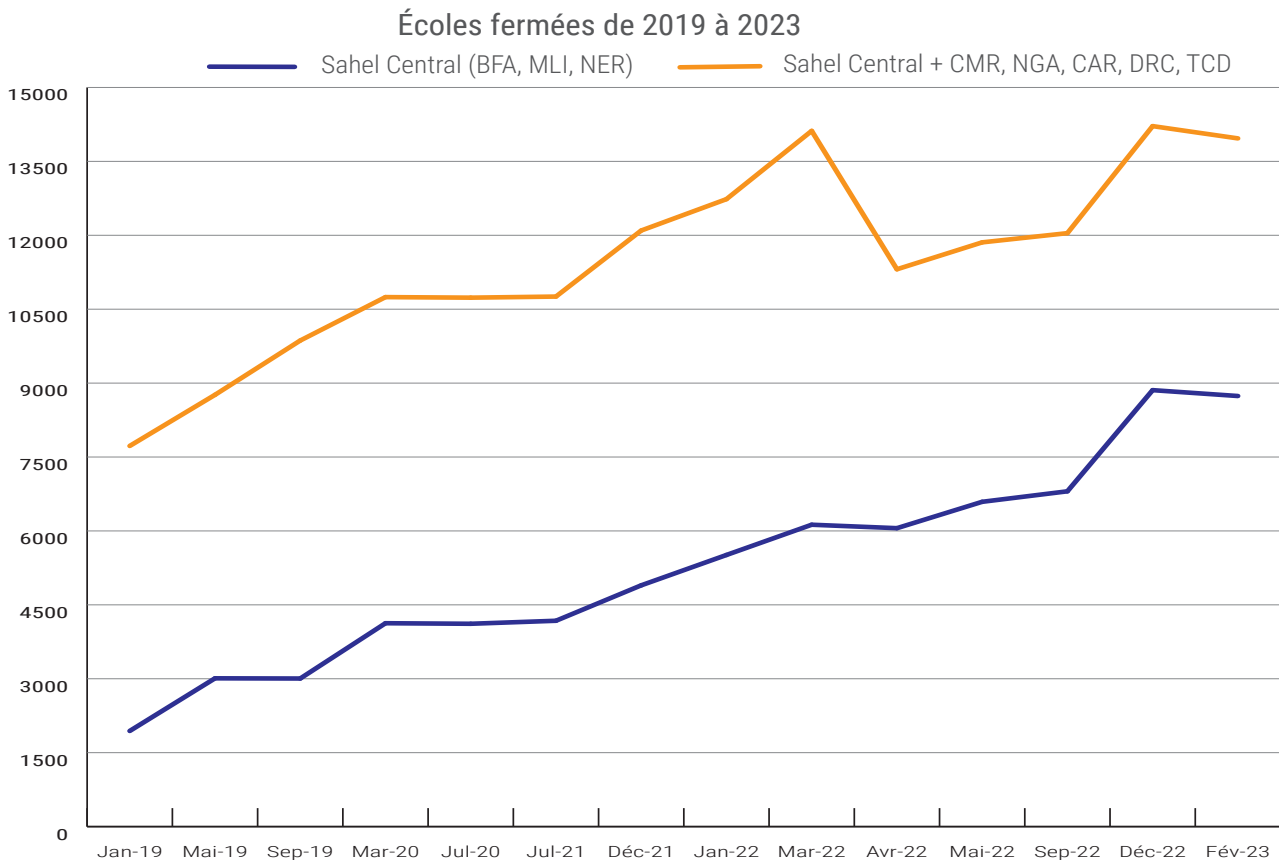
Attaques contre l'éducation et tendance des déplacements forcés en Afrique de l'Ouest & Centrale



* Un total de 90 incidents contre l'éducation entre janvier et mars 2023



Source: ACLED, Période 1er janvier - 3 mars 2023.



Recommandations

Conformément à la résolution 2601 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la protection des écoles dans les conflits armés¹, nous appelons les gouvernements, toutes les parties au conflit et la communauté internationale à :

1- Adopter des approches holistiques, intégrées et multisectorielles pour la mise en œuvre des protocoles et cadres pour la sécurité dans les écoles

- Les gouvernements devraient veiller à ce que des organes de décision et des mécanismes de coordination inclusifs et transparents soient mis en place et fonctionnent afin d'opérationnaliser et de mettre en œuvre la Déclaration sur la sécurité dans les écoles (*Safe School Declaration, SSD*)².
- Les gouvernements et la communauté internationale devraient assurer une coopération et une coordination plus fortes entre les acteurs de la protection et de l'éducation pour l'élaboration de stratégies opérationnelles de prévention et d'atténuation de l'impact des attaques sur l'éducation.
- Les gouvernements devraient adopter une vision holistique pour renforcer la résilience des écoles face aux conflits, aux catastrophes et au changement climatique, en cherchant à optimiser la convergence et les synergies institutionnelles,

¹ Conseil de Sécurité des Nations Unies (2021). [Résolution 2601 sur la protection des écoles dans les conflits armés](#).

² GCPEA (2015). [Déclaration sur la sécurité dans les écoles](#)

techniques et de mise en œuvre de la SSD avec d'autres cadres pertinents, tels que le *Cadre global de sécurité des écoles* (CSSF)³, l'initiative *Apprendre en toute sécurité*⁴, et les normes minimales du Réseau inter-agences pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE)⁵.

2- Négocier immédiatement la non-occupation des écoles par les parties au conflit et la réouverture des écoles fermées

- Les gouvernements devraient prendre des mesures concrètes - par exemple, par le biais de la législation, d'ordres permanents et de la formation - pour mettre fin à l'utilisation militaire des écoles et, au minimum, mettre en œuvre les *Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire pendant les conflits armés*⁶.
- La communauté internationale doit veiller à ce que les mécanismes de coordination civilo-militaire documentent

³ GADRRRES (2022). [Comprehensive School Safety Framework 2022-2030](#).

⁴ Global Partnership and Fund to End Violence Against Children (2016). [Safe to Learn initiative](#).

⁵ INEE (2010). [Normes Minimales pour l'Éducation : Préparation, Interventions et Relèvement](#).

⁶ GCPEA (2014). [Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire pendant les conflits armés](#)

l'utilisation militaire des écoles et définissent rapidement des mesures concrètes pour y mettre fin.

- Les gouvernements et la communauté internationale devraient utiliser la SSD pour inciter les dirigeants des groupes armés non étatiques à respecter le droit humanitaire international, notamment en émettant des ordres de commandement, en adoptant des politiques internes, en créant un code de conduite ou en signant et en mettant en œuvre la *Déclaration d'engagement de l'Appel de Genève pour la protection des enfants contre les effets des conflits armés*⁷. Ces initiatives devraient comprendre, au minimum, des engagements à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans, et à prévenir les violences sexuelles et sexistes commises par les combattants (notamment en mettant fin à tous les mariages forcés et mariages d'enfants).
- Les gouvernements et les partenaires doivent immédiatement négocier la réouverture des écoles fermées par le biais d'approches de médiation et de négociation s'appuyant sur la communauté.

3- Elaborer et mettre en œuvre des plans d'intervention fondés sur des données quantitatives et qualitatives, en accordant la priorité aux personnes les plus à risque

- Les gouvernements, les organisations internationales humanitaires et de développement et la société civile devraient mettre en œuvre la Boîte à outils de la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques pour la collecte et l'analyse de données sur les attaques contre l'éducation⁸ afin d'identifier les lacunes en matière de suivi et de communication de l'information.
- Sur la base des lacunes identifiées, les gouvernements devraient mettre en place des mécanismes pour renforcer le suivi et le signalement des attaques contre l'éducation (y compris les incidents de violence sexuelle et les menaces spécifiques à l'encontre des étudiantes et des enseignantes) avec l'aide de la Commission européenne :
 - Données ventilées par type d'attaque contre l'éducation, sexe, âge, lieu, personne ou groupe responsable ; nombre de jours de fermeture de l'école (à la suite d'une attaque directe ou de menaces proférées contre les enseignants et les élèves) ;
 - Type d'école pour améliorer les efforts de prévention et de réponse aux attaques contre l'éducation.
- Les gouvernements et la communauté internationale devraient mettre en place des systèmes d'alerte précoce et des plans d'intervention d'urgence (en consultation avec les communautés scolaires), renforcer les capacités du personnel éducatif et former les enfants et les enseignants à l'autoprotection, notamment par le biais de l'Approche

⁷ Geneva Call (2013). [Deed of Commitment for the Protection of Children from the Effects of Armed Conflict](#).

⁸ GCPEA (2021). [Boîte à outils pour la collecte et l'analyse de données sur les attaques contre l'éducation](#)

commune pour des écoles sûres⁹.

- Les gouvernements et la communauté internationale devraient accorder une priorité accrue aux enfants vivant dans des zones difficiles d'accès, ainsi qu'aux autres enfants marginalisés, y compris les enfants déplacés internes et les réfugiés.
- Les pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Togo) devraient renforcer d'urgence tous les plans de prévention et d'intervention pour protéger les écoles et la continuité éducative en cas de détérioration rapide de la situation sécuritaire.

4- Renforcer les solutions d'apprentissage alternatives, innovantes, accélérées et flexibles pour la continuité de l'éducation

- Les gouvernements et les partenaires devraient mettre en place ou développer des initiatives qui favorisent la poursuite de l'apprentissage pour les enfants qui ont dû abandonner l'école ou ceux qui ont connu de longues interruptions dans leur apprentissage d'autre part. Pour ce faire, les ministères doivent faire preuve de souplesse dans leurs approches et les partenaires doivent être innovants et expérimenter diverses options d'éducation alternative, y compris l'apprentissage à distance.
- Les acteurs de l'éducation doivent travailler avec les structures d'éducation coranique, en comprenant qu'elles sont souvent les seules à rester ouvertes dans le contexte actuel où l'éducation est attaquée, promouvoir l'inclusion de l'alphabétisation et de la numératie fondamentales, et soutenir les parcours de formation continue pour leurs apprenants.

5- Etendre et améliorer le soutien psychosocial aux enfants, à leurs enseignants et aux personnes qui s'occupent d'eux

- Les gouvernements et les partenaires devraient apporter un soutien accru à l'apprentissage psychosocial et socio-émotionnel, en groupe et individuellement, aux enfants stressés et traumatisés et à leurs enseignants, en reconnaissant que les premiers ne peuvent pas apprendre et que les seconds ne peuvent pas enseigner.

6- Augmenter les financements prévisibles, flexibles et à long terme pour l'éducation dans les situations d'urgence

- Les ministères de l'Education devraient plaider auprès des ministères des Finances et du Budget en faveur d'une augmentation des allocations budgétaires permettant des décaissements flexibles.
- Les bailleurs de fonds devraient promouvoir les synergies et les complémentarités en matière de financement afin d'en assurer une utilisation optimale, et financer des mesures spécifiques pour prévenir, atténuer et répondre aux attaques contre l'éducation dans le cadre du lien entre le développement et l'aide humanitaire.

⁹ Transforming Education Summit (2022). [Approche commune pour des écoles sûres](#).